



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ORNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES
NOR : 2350-17-00056

ARRETE

adoptant des mesures de limitation ou restriction temporaire des usages de l'eau dans le département de l'Orne

LE PRÉFET DE L'ORNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L 211-1 à L 211-10, L 213-2, L 214-18, L 215-7 à L 215-13 et L 216-3 ;

VU le code civil et notamment les articles 640 à 645 ;

VU le code pénal et notamment l'article 131-13 ;

VU le code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1 et 2, L 2213-29 et L.2215-1 fixant les mesures à prendre pour assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et salubrité ;

VU les articles R 211-66 à R 211-70 du Code de l'Environnement, portant application de l'article L 211-3 relatif à la limitation ou à la suspension des usages de l'eau ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2350-12-00051 du 2 juillet 2012 définissant le cadre des mesures de limitation progressive des usages de l'eau en période de sécheresse ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2350-17-00041 du 1^{er} juin 2017 adoptant des mesures de limitation ou restriction temporaire des usages de l'eau dans le département de l'Orne ;

CONSIDÉRANT l'évolution des débits des rivières sur l'ensemble du département de l'Orne,

CONSIDÉRANT l'importance du déficit pluviométrique constaté sur la période de juillet 2016 à juin 2017,

CONSIDÉRANT la nécessité de préserver et garantir l'alimentation en eau des populations de l'Orne,

CONSIDÉRANT que le seuil d'alerte renforcée fixé par l'arrêté du 2 juillet 2012 définissant le cadre des mesures de limitation progressive des usages de l'eau en période de sécheresse, est atteint sur le bassin de l'Avre,

CONSIDÉRANT que le seuil d'alerte fixé par l'arrêté du 2 juillet 2012 définissant le cadre des mesures de limitation progressive des usages de l'eau en période de sécheresse, est atteint sur les bassins de l'Iton, d'Egrenne Varenne et de la Sarthe Amont,

CONSIDÉRANT que le seuil de vigilance fixé par l'arrêté du 2 juillet 2012 définissant le cadre des mesures de limitation progressive des usages de l'eau en période de sécheresse, est atteint sur les bassins de l'Orne moyenne, de Risle Charentonne Guiel et de Mayenne amont,

CONSIDÉRANT la nécessité de coordonner les mesures de restrictions des masses au niveau des bassins hydrographiques et notamment les bassins de l'Iton et de la Risle, Charentonne, Guiel,

SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Abrogation

L'arrêté du 22 juin 2017 adoptant les mesures de limitation ou restriction temporaire des usages de l'eau dans le département de l'Orne est abrogé.

ARTICLE 2 : Zone d'application

Les mesures du présent arrêté sont applicables sur :

| Bassin hydrographique | Seuil atteint | Mesures applicables |
|--|----------------------|---|
| Risle, Charentonne, Guiel Orne moyenne Mayenne amont | Vigilance | Pas de mesures spécifiques |
| Egrenne, Varenne Sarthe Amont | Alerte | Les mesures applicables sont décrites en annexe 5 |
| Avre Iton | Alerte renforcée | Les mesures applicables sont décrites en annexe 6 |

La liste des communes concernées par bassin hydrographique est établie dans les annexes n°1, 2 et 3 du présent arrêté, conformément à l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2012. Une carte du département est également disponible en annexe n°4.

ARTICLE 3 : Restriction des usages de l'eau potable

En l'absence de difficulté particulière, aucune restriction des usages de l'eau provenant des réseaux d'eau potable (hors limitation des heures irrigation et arrosage) n'est prescrite pour le département.

Nonobstant cette disposition, les Maires peuvent, par voie d'arrêté municipal, prendre des mesures plus contraignantes et réglementer les usages de l'eau provenant des réseaux d'eau potable, en fonction de la situation locale en matière d'approvisionnement en eau, dans l'objectif de satisfaire en priorité l'alimentation en eau potable de la population

ARTICLE 4 : Défense contre l'incendie

Les Maires, en lien avec le service de distribution d'eau potable et leur délégataire éventuel, sont chargés de signaler au SDIS tous dysfonctionnements du réseau de distribution ne permettant pas d'alimenter correctement les bornes incendie situées sur leur territoire.

Ils sont également chargés de s'assurer que les réserves d'eau à usage de défense contre l'incendie, situées sur leur commune, disposent du volume minimal nécessaire à la satisfaction de cet usage. Ils devront, dans l'hypothèse où la réserve s'épuiserait, en informer directement le SDIS :

Service Départemental d'Incendie et de Secours
Centre de traitement des alertes
N° tel : **02 33 81 35 18**

ARTICLE 5 : Contrôles et sanctions

Le non respect des mesures de limitation des usages de l'eau prescrites à l'article 1 du présent arrêté et reprises dans ses annexes, sera puni de la peine d'amende prévue par la législation en vigueur (contravention de 5ème classe).

ARTICLE 6 : Mise en application

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables dès sa publication.

ARTICLE 7 : Modifications ultérieures

En cas d'aggravation des conditions hydrologiques, météorologiques ou piézométriques, des mesures plus restrictives pourront être adoptées par arrêté préfectoral.

ARTICLE 8 : Levée des mesures

Les mesures du présent arrêté restent applicables jusqu'au 15 novembre 2017. Un retour à une situation normale pourra être décidé par arrêté préfectoral à l'appui du constat de l'amélioration durable des conditions hydrologiques, météorologiques ou piézométriques.

ARTICLE 9 : Publication et information

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Orne, sur le site Internet de la Préfecture de l'Orne et sur la base Propluvia. Il sera affiché en Préfecture, en Sous Préfectures et dans l'ensemble des mairies concernées. Il fera l'objet d'un communiqué de presse.

Il sera transmis pour information aux membres du Comité départemental sécheresse, à la Fédération Ornaise pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques ainsi qu'aux Commissions Locales de l'Eau des Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau.

Il est demandé aux Maires des communes concernées de relayer cette information auprès de leurs administrés notamment par le biais des bulletins municipaux ou par tout moyen de leur choix.

ARTICLE 10 : Délais et voie de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois suivant sa publication.

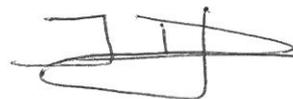
ARTICLE 11 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Orne, le Directeur de Cabinet du Préfet de l'Orne, les Sous-Préfètes d'Argentan et de Mortagne-au-Perche, le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Orne, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Directeur Départemental des Territoires, la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, la Directrice de l'Agence Régionale de Santé, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, le Chef du service départemental de l'Agence Française de la Biodiversité, les agents visés à l'article L216-3 du code de l'Environnement, les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté .

Une copie sera adressée au Ministre de la Transition Écologique et Solidaire, au Préfet Coordonnateur du Bassin Loire – Bretagne, Préfet de la région Centre – Val de Loire, au Préfet Coordonnateur du bassin Seine Normandie, Préfet de la région d'Ile-de-France, aux Directeurs Régionaux de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (Normandie, Pays de Loire et Centre - Val de Loire), aux Préfets des départements limitrophes du département de l'Orne, et aux Commissions Locales de l'Eau des SAGE.

Alençon, le 4 juillet 2017

LE PREFET,



Isabelle DAVID

Annexe n°1
Listes des communes des bassins hydrographiques classés en vigilance

Communes du bassin Risle, Charentonne, Guiel

| | |
|-------------------------|----------------------------------|
| AUBE | PLANCHES |
| AUGUAISE | RAI |
| BEAUFAI | SAINTE-GAUBURGE-SAINTE-COLOMBE |
| BRETHEL | SAINT-EVROULT-NOTRE-DAME-DU-BOIS |
| ECHAUFFOUR | SAINT-HILAIRE-SUR-RISLE |
| ECORCEI | SAINT-MARTIN-D'ECUBLEI |
| LA FERTE-EN-OUCHÉ * | SAINT-NICOLAS-DE-SOMMAIRE |
| LA GONFRIERE | SAINT-PIERRE-DES-LOGES |
| LA TRINITE-DES-LAITIERS | SAINT-SULPICE-SUR-RISLE * |
| LE MENIL-BERARD | SAINT-SYMPHORIEN-DES-BRUYERES |
| LE SAP-ANDRE | TOUQUETTES |
| L'AIGLE | |

* **La Ferté-en-Ouche** : concerne les territoires des communes déléguées de Anceins, Bocquencé, Couvains, La Ferté-Fresnel, Gauville, Gos-la-Ferrière, Heugon, St-Nicolas-des-Laitiers, Villers-en-Ouche.

* **Saint-Sulpice-sur-Risle** : concerne la partie du territoire communal située au nord-ouest de la limite de la forêt de l'Aigle.

Annexe n°1 (suite)
Listes des communes des bassins hydrographiques classés en vigilance

Communes du bassin de l'Orne Moyenne

| | | |
|---------------------|----------------------------|-------------------------------|
| ATHIS-VAL DE ROUVRE | LA CHAPELLE-BICHE | POINTEL |
| AUBUSSON | LA LANDE-PATRY | PUTANGES LE LAC * |
| BAZOUCHES-AU-HOULME | LA LANDE-SAINT-SIMEON | RONAI |
| BEAUVAIN | LA SELLE-LA-FORGE | SAINT-ANDRE-DE-BRIOUZE |
| BELLOU-EN-HOULME | LANDIGOU | SAINTE-HONORINE-LA-CHARDONNE |
| BERJOU | LANDISACQ | SAINTE-HONORINE-LA-GUILLAUME |
| BRIOUZE | LE GRAIS | SAINTE-OPPORTUNE |
| CAHAN | LE MENIL-CIBOULT | SAINT-GEORGES-D'ANNEBECQ |
| CALIGNY | LE MENIL-DE-BRIOUZE | SAINT-GEORGES-DES-GROSEILLERS |
| CERISY-BELLE-ETOILE | LIGNOU | SAINT-HILAIRE-DE-BRIOUZE |
| CHAMPCERIE | LONLAY-LE-TESSON | SAINT-PAUL |
| CRAMENIL | MENIL-HERMEI | SAINT-PHILBERT-SUR-ORNE |
| DURCET | MENIL-HUBERT-SUR-ORNE | SAINT-PIERRE-D'ENTREMONT |
| FAVEROLLES | MENIL-VIN | SAINT-PIERRE-DU-REGARD |
| FLERS | MONCY | SAINT-QUENTIN-LES-CHARDONNETS |
| FRENES | MONTILLY-SUR-NOIREAU | TINCHEBRAY – BOCAGE * |
| HABLOVILLE | MONTSECRET - CLAIREFOUGERE | |
| LA BAZOQUE | NEUVY-AU-HOULME | |

* **Tinchebray - Bocage** : concerne le territoire des communes déléguées suivantes : Tinchebray, Frenes

* **Putanges le Lac** : concerne le territoire des communes déléguées suivantes : Chênedouit, La Foret-Auvray, Rabodanges, Saint Aubert sur Orne

Communes du bassin de la Mayenne amont

| | | |
|---------------------------------|----------------------|-------------------------|
| BAGNOLES-DE-L'ORNE EN NORMANDIE | LA FERTE-MACE | ST MARTIN DES LANDES |
| CEAUCE | LA MOTTE-FOUQUET | SAINT-OUEN LE BRISOULT |
| CIRAL | LALACELLE | SAINT PATRICE DU DESERT |
| JOUE-DU-BOIS | LES MONTS D'ANDAINES | TESSE FROULAY |
| JUVIGNY VAL D'ANDAINE (*) | MAGNY LE DESERT | |
| LA CHAUX | MEHOUDIN | |
| LA COULONCHE | RIVES D'ANDAINE | |

* **Juvigny Val d'Andaine** : concerne le territoire des communes déléguées de Beaulandais, Juvigny sous Andaine, La Baroche sous Lucé, Saint Denis de Villeneuve, Sept Forges et Loré.

Annexe n°2
Listes des communes des bassins hydrographiques classés en alerte

Communes du bassin de l'Egrenne et de la Varenne

| | | |
|-------------------------|------------------------------|-------------------------|
| AVRILLY | LE CHATELLIER | SAINT-FRAIMBAULT |
| BANVOU | LONLAY-L'ABBAYE | SAINT-GILLES-DES-MARAIS |
| BEAUCHENE | MANTILLY | SAINT-MARS-D'EGRENNE |
| CHANU | MESSEI | SAINT-ROCH-SUR-EGRENNE |
| DOMFRONT EN POIRAIE | PASSAIS VILLAGE | SAIRES-LA-VERRENERIE |
| DOMPIERRE | PERROU | TINCHEBRAY – BOCAGE * |
| ECHALOU | SAINT-ANDRE-DE-MESSEI | TORCHAMP |
| JUVIGNY VAL D'ANDAINE * | SAINT-BOMER-LES-FORGES | |
| LA CHAPELLE-AU-MOINE | SAINT-BRICE | |
| LA FERRIERE-AUX-ETANGS | SAINT-CHRISTOPHE-DE-CHAULIEU | |
| LARCHAMP | SAINT-CLAIR-DE-HALOUZE | |

* **Tinchebray - Bocage** : concerne le territoire des communes déléguées suivantes : Beauchêne, Larchamp, Saint Cornier des Landes, Saint Jean des Bois, Yvrandes.

* **Juigny sous Andaine** : concerne le territoire de la commune déléguée de Luce

Annexe n°2 (suite)

Listes des communes des bassins hydrographiques classés en alerte

Communes du bassin de la Sarthe Amont

| | | |
|------------------------|------------------------|-----------------------------|
| ALENCON | LA MESNIERE | SAINT-AUBIN-DE-COURTERAIE |
| AUNAY-LES-BOIS | | SAINT-CENERI-LE-GEREI |
| BARVILLE | LA ROCHE-MABILE | SAINT-DENIS-SUR-SARTHON |
| BAZOUCHES-SUR-HOENE | LALEU | SAINT-DIDIER-SOUS-ECOUVES |
| BELFORET EN PERCHE | LARRE | SAINTE-CERONNE-LES-MORTAGNE |
| BOECE | LE BOUILLON | SAINT-ELLIER-LES-BOIS |
| BOITRON | LE CHALANGE | SAINTE-SCOLASSE-SUR-SARTHE |
| BURE | LE MELE-SUR-SARTHE | SAINT-FULGENT-DES-ORMES |
| BURES | LE MENIL-BROUT | SAINT-GERMAIN-DE-MARTIGNY |
| BURSARD | LE MENIL-GUYON | SAINT-GERMAIN-DU-CORBEIS |
| CERISE | LE PLANTIS | SAINT-GERMAIN-LE-VIEUX |
| CHAMPEAUX-SUR-SARTHE | LES VENTES-DE-BOURSE | SAINT-GERVAIS-DU-PERRON |
| CHEMILLI | LIVAIE | SAINT-HILAIRE-LE-CHATEL |
| COLOMBIERS | LONGUENOE | SAINT-JULIEN-SUR-SARTHE |
| CONDE-SUR-SARTHE | LONRAI | SAINT-LEGER-SUR-SARTHE |
| COULIMER | MAHERU | SAINT-MARTIN-DES-PEZERITS |
| COULONGES-SUR-SARTHE | MARCHEMAISONS | SAINT-NICOLAS-DES-BOIS |
| COURTOMER | MENIL-ERREUX | SAINT-OUEN-DE-SECHEROUVRE |
| CUISSAI | MIEUXCE | SAINT-QUENTIN-DE-BLAVOU |
| DAMIGNY | MONTCHEVREL | SEMALLE |
| ECOUVES | MONTGAUDRY | SURE |
| ESSAY | MOULINS-LA-MARCHE | TELLIERES-LE-PLESSIS |
| FAY | NEAUPHE-SOUS-ESSAI | TOUROUVRE AU PERCHE * |
| FERRIERES-LA-VERRIERIE | NEUILLY-LE-BISSON | TREMONT |
| FONTENAI-LES-LOUVETS | ORIGNY-LE-ROUX | VALFRAMBERT |
| GANDELAIN | PACE | VAUNOISE |
| HAUTERIVE | PERVENCHERES | VIDAI |
| HELOUP | ROUPERROUX | |
| LA CHAPELLE-PRES-SEES | SAINT-AGNAN-SUR-SARTHE | |
| LA FERRIERE-BOCHARD | SAINT-AUBIN-D'APPENAI | |

* **Belforêt-en-Perche** : concerne le territoire des communes déléguées : La Perrière, Origny-le-Butin

* **Tourouvre au Perche** concerne le territoire des communes déléguées de Champs et Lignerolles

Annexe n°3
Listes des communes des bassins hydrographiques classés en alerte renforcée

Communes du bassin de l'Avre

| | |
|-----------------|----------------------------|
| BEAULIEU | NORMANDEL |
| IRAI | SAINT-AURICE-LES-CHARENCEY |
| MOUSSONVILLIERS | TOUROUVRE-AU-PERCHE * |

* **Tourouvre-au-Perche** : concerne les territoires des communes déléguées de Bressolettes, La Poterie-au-Perche, Randonnai

Communes du bassin de l'Iton

| | |
|----------------------|---------------------------|
| BONNEFOI | TOUROUVRE-AU-PERCHE * |
| BONSMOULINS | SAINT-AQUILIN-DE-CORBION |
| CHANDAI | SAINT-MICHEL-TUBOEUF |
| CRULAI | SAINT-OUEN-SUR-ITON |
| LA CHAPELLE-VIEL | SAINT-SULPICE-SUR-RISLE * |
| LA FERRIERE AU DOYEN | SOLIGNY-LA-TRAPPE |
| LES ASPRES | VITRAI SOUS L'AIGLE |
| LES GENETTES | |

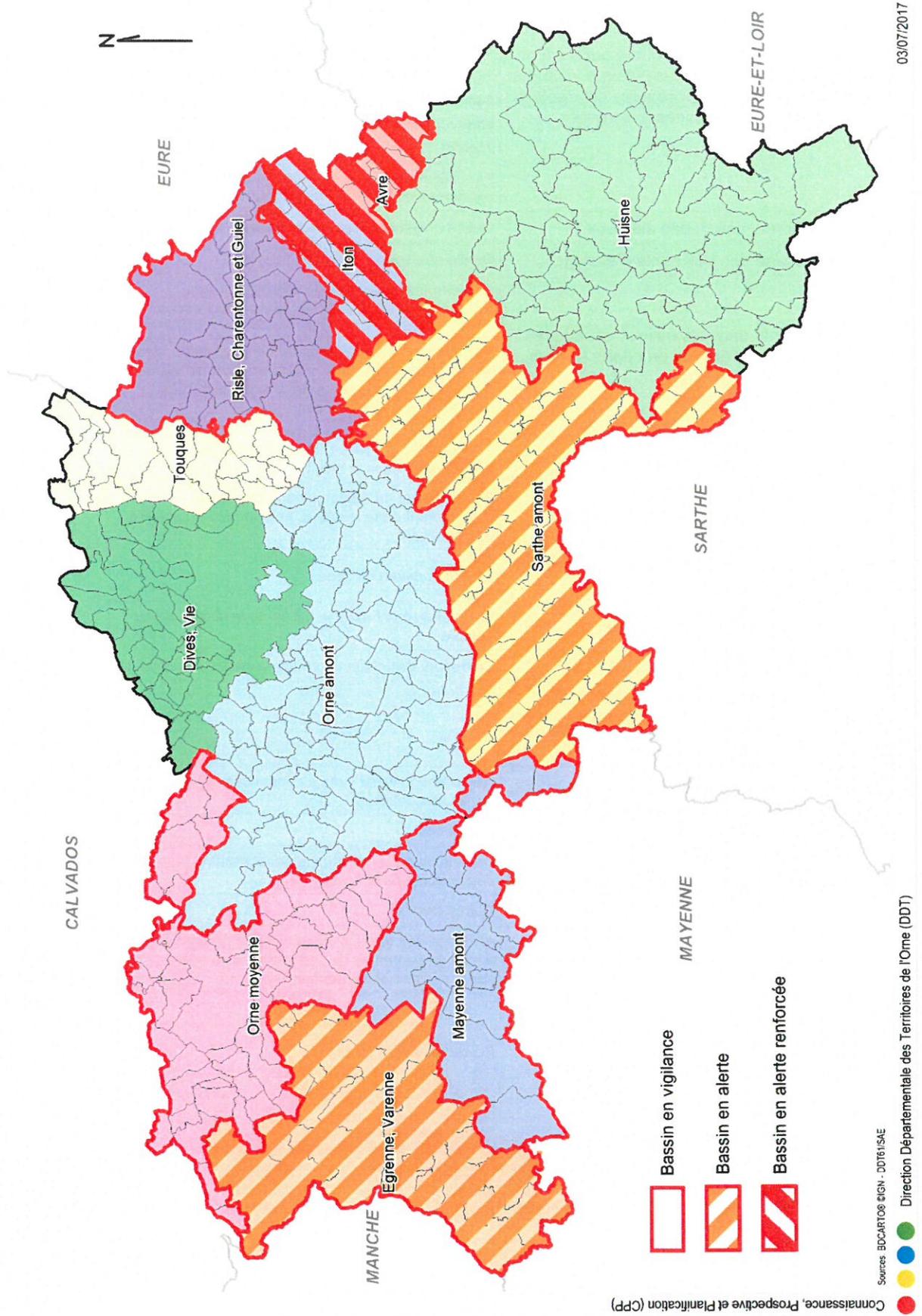
* **Tourouvre-au-Perche** : concerne le territoire de la commune déléguée de Prépotin

* **Saint-Sulpice-sur-Risle** : concerne la partie du territoire communal comprenant la forêt de l'Aigle, les terres situées entre cette dernière et la rivière Iton, ainsi que les terres situées aux lieu-dit « la Houssaye ».

Annexe n°4 : Carte des restrictions des usages de l'eau au 04/07/2017

K:\1_CARTO\6_EA\varrete_secheresse\bassins WOR

Mesures de restriction de l'usage de l'eau dans l'Orne



03/07/2017

Annexe n°5 : Mesures de restriction – secteurs en ALERTE

| | | | | |
|-----------------------------|--|---|---|----------------------|
| Usages agricoles | Irrigation, par les titulaires d'une autorisation administrative, des grandes cultures, cultures maraîchères, vergers, pépinières et végétaux d'ornement destinés à la vente | Par prélèvement : - d'eau de surface ou d'eau souterraine ; - dans les réserves constituées antérieurement à la date du présent arrêté et alimentées au moins une partie de l'année par prélèvement direct ou indirect dans un cours d'eau (le remplissage de ces réserves par prélèvement dans le milieu est interdit) | Interdit de 8h à 20h | |
| | | Par utilisation des réserves déconnectées en permanence du réseau hydrographique | Autorisé | |
| | Abreuvement des animaux | Quelle que soit la ressource utilisée | Autorisé | |
| | Nettoyage des bâtiments d'élevage | Quelle que soit la ressource utilisée | Autorisé | |
| Usages industriels | Prélèvements dans les milieux aquatiques (pompage en rivière) ou en nappe (forage, puits) | Conformément aux dispositions des arrêtés d'autorisation ou des récépissés de déclaration | Autorisé | |
| | | En l'absence d'autorisation ou de déclaration, dans la limite du respect de la réglementation en vigueur et du droit des tiers, et après accord du service chargé de la police de l'eau | Autorisé | |
| Usages des collectivités | Arrosage des pelouses | Par utilisation du réseau d'eau potable ou prélèvement dans le milieu | Interdit de 8h à 20h | |
| | Lavage des trottoirs et caniveaux | Par utilisation du réseau d'eau potable ou prélèvement dans le milieu, hors impératif sanitaire ou sécuritaire | Interdit | |
| | Fonctionnement des jets d'eaux et fontaines d'agrément | En circuit ouvert de l'eau | Interdit | |
| | Constitution de réserves | Par prélèvement dans le milieu ou le réseau d'eau potable | Interdit | |
| Autres usages | Lavage des véhicules | En dehors des stations professionnelles spécialisées | Interdit | |
| | Arrosage des pelouses | | Interdit | |
| | Arrosage des jardins potagers, massifs de fleurs, arbustes | | Interdit entre 8h et 20h | |
| | Remplissage et mise à niveau des piscines à usage privatif (souples, rigides ou en parois maçonnées) | Remplissage initial suite à construction (piscines à parois maçonnées) | | Autorisé |
| | | Autres cas | | Interdit |
| | Lavage des terrasses et façades d'immeubles | Dans le cadre de travaux le nécessitant et faits par des entreprises spécialisées | | Autorisé |
| | | Autres cas | | Interdit |
| | Arrosage des terrains équestres | Arrosage des terrains d'exercice, de pratique des sports équestres ou de compétition des chevaux de sport, de loisir ou de course | | Interdit de 8h à 20h |
| | Arrosage des terrains de golf | | | Interdit de 8h à 20h |
| | Fonctionnement des jets d'eaux et fontaines d'agrément | En circuit ouvert de l'eau | | Interdit |
| Sécurité civile et incendie | Toutes activités | | Autorisé | |
| Cours d'eau | Manœuvres des ouvrages hydrauliques sur cours d'eau ou plan d'eau | Si elles sont nécessaires | Soumis à l'accord préalable de la police de l'eau | |
| | Vidange de plans d'eau | | Interdit | |
| | Travaux en rivière | | Soumis à l'accord préalable de la police de l'eau | |

Annexe n°6 : Mesures de restriction – secteurs en ALERTE RENFORCÉE

| | | | | |
|--|--|---|---|----------------------|
| Usages agricoles | Irrigation, par les titulaires d'une autorisation administrative, des grandes cultures, cultures maraîchères, vergers, pépinières et végétaux d'ornement destinés à la vente | Par prélèvement : - d'eau de surface ou d'eau souterraine ; - dans les réserves constituées antérieurement à la date du présent arrêté et alimentées au moins une partie de l'année par prélèvement direct ou indirect dans un cours d'eau (le remplissage de ces réserves par prélèvement dans le milieu est interdit) | Interdit de 8h à 20h | |
| | | Par utilisation des réserves déconnectées en permanence du réseau hydrographique | Interdit de 8h à 20h | |
| | Abreuvement des animaux | Quelle que soit la ressource utilisée | Autorisé | |
| | Nettoyage des bâtiments d'élevage | Quelle que soit la ressource utilisée | Autorisé | |
| Usages industriels | Prélèvements dans les milieux aquatiques (pompage en rivière) ou en nappe (forage, puits) | Conformément aux dispositions des arrêtés d'autorisation ou des récépissés de déclaration, <u>en réduisant la consommation d'eau aux besoins indispensables</u> | Autorisé | |
| | | En l'absence d'autorisation ou de déclaration, dans la limite du respect de la réglementation en vigueur et du droit des tiers, <u>en réduisant la consommation d'eau aux besoins indispensables</u> , et après accord du service chargé de la police de l'eau | Autorisé | |
| Usages des collectivités | Arrosage des pelouses | Par utilisation du réseau d'eau potable ou prélèvement dans le milieu | Interdit | |
| | Lavage des trottoirs et caniveaux | Par utilisation du réseau d'eau potable ou prélèvement dans le milieu, hors impératif sanitaire ou sécuritaire | Interdit | |
| | Fonctionnement des jets d'eaux et fontaines d'agrément | En circuit ouvert de l'eau | Interdit | |
| | Constitution de réserves | Par prélèvement dans le milieu ou le réseau d'eau potable | Interdit | |
| Autres usages | Lavage des véhicules | En dehors des stations professionnelles spécialisées <u>et équipées d'un système de recyclage de l'eau</u> | Interdit | |
| | Arrosage des pelouses | | Interdit | |
| | Arrosage des jardins potagers, massifs de fleurs, arbustes | Potagers | | Interdit de 0h à 20h |
| | | Massifs de fleurs, arbustes | | Interdit |
| | Remplissage et mise à niveau des piscines à usage privatif (souples, rigides ou en parois maçonnées) | Remplissage initial suite à construction (piscines à parois maçonnées) | | Autorisé |
| | | Autres cas | | Interdit |
| | Lavage des terrasses et façades d'immeubles | | Interdit sauf impératif sanitaire | |
| | Arrosage des terrains équestres | Par prélèvement d'eau de surface (cours d'eau, milieux aquatiques) ou d'eau souterraine (source, puits, forage) ; | | Interdit de 4h à 22h |
| | | Par utilisation des réserves déconnectées en permanence du réseau hydrographique | | Interdit de 8h à 20h |
| | Arrosage des terrains de golf | Par prélèvement d'eau de surface ou d'eau souterraine : <u>préservation des greens et départs, consommation limitée au strict nécessaire</u> | | Interdit de 4h à 22h |
| | | <u>pour le reste</u> | | Interdit |
| Par utilisation des réserves déconnectées en permanence du réseau hydrographique | | | Interdit de 8h à 20h | |
| Fonctionnement des jets d'eaux et fontaines d'agrément | En circuit ouvert de l'eau | | Interdit | |
| Sécurité civile et incendie | Toutes activités | | Autorisé | |
| Cours d'eau | Manœuvres des ouvrages hydrauliques sur cours d'eau ou plan d'eau | Si elles sont nécessaires | Soumis à l'accord préalable de la police de l'eau | |
| | Vidange de plans d'eau | | Interdit | |
| | Travaux en rivière | | Soumis à l'accord préalable de la police de l'eau | |

